



Paris le 28 septembre 2020

M le Président du CDAS PARIS

Dans le contexte particulier de la crise sanitaire inédite, tous les agents de la Fonction publique de l'État, territoriaux et hospitaliers ont tenu leur rôle, ils ont fait fonctionner l'État et le service public. Les personnels des Finances en particulier ont démontré leur grande implication pour assurer les missions prioritaires dans le cadre du soutien à l'économie. Ils ont répondu présents lors des plans de continuité et de reprise d'activité. Un constat s'impose : Alors que depuis de nombreuses années les 3 fonctions publiques sont stigmatisées, cassées et leurs agent.es mal considérés et maltraités, la crise a mis en exergue leur utilité et le besoin de services publics forts et présents sur l'ensemble du territoire.

Pour tout remerciement, le jour de carence a été rétabli y compris pour les soignants. Quant à la prime, elle a été distribuée avec parcimonie et sans véritable transparence, créant plus d'amertume que de satisfaction. Lamentable ! Le monde de demain ne sera pas comme le monde d'avant la pandémie : non, il sera pire, en particulier pour les services publics, pour les agents publics ! C'est bien le sens de la nomination de la nouvelle Ministre de la transformation et de la fonction publiques. Cette pandémie mondiale a des conséquences financières et économiques majeures dont les effets se font déjà sentir.

Les agent.e.s des Finances ne sont pas épargné.e.s, des conjoint.e.s, des enfants sont touché.e.s par le chômage et l'action sociale doit y faire face.

C'est pourquoi l'Action sociale doit être plus que jamais présente pour améliorer les conditions de vie des agent.e.s et de leurs familles. Elle doit répondre aux besoins des agent.es, jouer son rôle de cohésion sociale et pour ce faire disposer d'un budget à la mesure de la gravité de la situation.

L'action sociale répond à de véritables besoins, sans toutefois parvenir à y faire face tant ceux-ci sont importants. Il en va ainsi par exemple en matière de logement social : les loyers ont fortement augmenté alors que le gel du point d'indice, les pertes cumulées de pouvoir d'achat et la réduction des plans de promotions ne permettent plus aux agent.e.s d'y faire face.

Dans le contexte actuel de rigueur budgétaire, l'action sociale est clairement menacée.

Cela fait des mois que nous alertons sur l'avenir de l'action sociale ministérielle. Pour

Solidaires Finances, les documents adressés au dernier CNAS signent la mort de notre action sociale construite au fil des ans et plus spécifiquement depuis 1989.

Et ne nous y trompons pas, ce n'est pas seulement une des composantes de l'action sociale ministérielle qui est attaquée. Serions-nous assez naïfs et naïves pour croire que sacrifier un pan c'est sauver les autres alors que c'est bien évidemment la volonté de fragiliser tout l'édifice qui est à l'œuvre !

Pour Solidaires Finances, l'administration a bel et bien déclaré la guerre aux agent.e.s en détruisant sciemment, au nom d'une pseudo modernité, tout ce qui a forgé l'identité de Bercy ! Après les missions, les règles de gestion (promotion, mobilité), c'est le tour de l'action sociale.

Les grand.e.s oublié.e.s dans cette réforme globale et brutale de l'Action Sociale, sont les agent.e.s bénéficiaires de celle-ci, les personnels qui la font vivre au quotidien, les représentant.e.s des personnels écarté.e.s de toute décision. Mais devons-nous nous en étonner ?

Au Ministère, nous avons voulu une Action Sociale forte, dotée d'un budget conséquent, offrant aux agent.e.s des logements (ALPAF), des aides à l'installation, des prêts, des colonies de vacances, des séjours pour les familles et adultes accessibles à toutes et tous dans des résidences confortables, une restauration de qualité à des tarifs corrects avec AGRAF, des services de restauration sur l'ensemble du territoire ou à défaut le titre-restaurant (seul ministère détenteur), des crèches, un CESU 6/12 ans etc. Cette Action Sociale, c'est notre bien collectif. Nous l'avons gagnée par nos mobilisations.

Pour ce CDAS

La note d'orientation pour 2020 signée le 9 mars, présentée ce jour, n'a pas été discutée en CNAS. SOLIDAIRES Finances revendique le renforcement du réseau départemental et dénonce la réserve de 6 % sur le budget du CAL.

Le rapport de Madame WALTERSKI sur le fonctionnement du réseau est entièrement rédigé à charge. Il n'a qu'un seul objectif : la destruction de l'action sociale ministérielle.

Ce rapport remet en cause toute l'action sociale tissée peu à peu avec les fédérations des finances.

- Il vide les CDAS de leurs prérogatives, il recentre l'action sociale, sous prétexte d'harmonisation, sur le secrétariat général, ne laissant plus aucune place aux représentants des personnels.
- Il régionalise l'action sociale alors que les organisations syndicales ont toujours voulu une action sociale départementale pour plus de proximité.
- Il élargit les compétences du responsable de la structure régionale au rôle d'animateur, de coordonnateur et d'évaluateur et de supérieur hiérarchique des délégués : c'est une idée qui avait germé en 2013 dans l'esprit du SG et que toutes

les organisations syndicales avaient alors combattue.

Nous tenons à rappeler que l'action sociale doit être gérée avec la participation active des représentants des personnels, elle exige un dialogue social permanent et doit remettre l'humain au centre des préoccupations.

AGRAF

L'application RESARESTO qui permet de réserver un créneau horaire pour accéder aux restaurants AGRAF a été réactivée. Si dans un premier temps, elle semblait plutôt bien correspondre aux besoins des agents, elle montre ses limites sur les sites importants (obligation de réserver avant 11heures, créneaux les plus fréquentés réservés plusieurs jours en avance et donc indisponibles aux horaires les plus demandés par les agent.es astreint.es aux contraintes horaires liées à l'accueil, impossibilité d'annuler sa réservation, rigidité du système inadaptée aux agent.es nomades...)

Par ailleurs, les salariés d'AGRAF doivent faire face à une surcharge de travail liée notamment à la COVID. Solidaires Finances demande que les salarié.es laissé.es au chômage partiel soient rappelé.es afin d'améliorer leurs conditions de travail et de fluidifier la fréquentation des restaurants.

Solidaires Finances est attaché à une restauration collective de qualité qui doit être notre priorité. Nous nous inquiétons du développement des espaces de restauration et de convivialité dans les services mis en exergue dans la note d'orientation. Il ne faudrait pas que ces espaces se substituent à un véritable lieu de restauration.

ALPAF

Nous déplorons par ailleurs une baisse récurrente des subventions à ALPAF (suppression de la subvention en 2016, reprise de 5 M€ en 2018, de 3M€ en 2019). Nous nous interrogeons sur les effets des réorganisations et des projets en cours sur le parc locatif ALPAF comme évoqué dans la note d'orientation.

Crédit d'Actions locales

Ces crédits se trouvent cette année amputés par la mise en réserve de 6 % ce qui ampute considérablement les initiatives des CDAS.

Nous considérons que les actions des CDAS, par le biais des CAL, doivent bénéficier à un maximum d'agent.es et à leurs familles et prendre en considération le quotient familial.

Au sujet des actions relevant du CAL nous interviendrons tout au long de ce comité tant sur l'arbre de Noël que sur les bilans des sorties actifs et retraités etc de même que sur le FIL.